

# European Repository on Cyber Incidents (EuRepoC): Une nouvelle ressource contre les cyber-opérations pour l'Europe et le monde

Les universités de Heidelberg, Innsbruck, et la Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP) remportent un contrat pour une base de données open source contre les cyberincidents mondiaux

Le ministère allemand des Affaires étrangères soutient à hauteur de 1,2 million d'euros sur trois ans la création d'une base de données open source sur les incidents de cybersécurité mondiaux, le Référentiel européen sur les incidents cybernétiques (EuRepoC), au sein des universités de Heidelberg et d'Innsbruck et du SWP Berlin.

Qu'il s'agisse de cyberattaques contre l'Ukraine, de chantage en ligne contre des hôpitaux ou de campagnes d'espionnage contre des groupes de la société civile. Le cyberspace ne recèle pas seulement de nombreux potentiels, mais aussi quelques dangers qui peuvent émaner d'États comme d'acteurs non étatiques. Mais qui sont les acteurs les plus dangereux en ligne ? A quels Etats peut-on les attribuer ? Comment leurs cyberattaques doivent-elles être évaluées politiquement ? Et quels outils techniques sont utilisés dans quelles attaques ?

C'est à ces questions que se consacre l'EuRepoC - European Repository on Cyber-Incidents, qui vient de recevoir un financement d'environ 1.193.000 euros de la part de l'unité de coordination de la politique étrangère cybernétique du ministère des Affaires étrangères allemand. Le ministère danois des Affaires étrangères soutient également le projet financièrement et d'autres subventions d'autres pays de l'UE devraient suivre.

Le programme, qui vise à démocratiser les connaissances sur les cyberincidents, est mis en œuvre par l'Institut für Politische Wissenschaft de l'Université de Heidelberg (en tant qu'administrateur du consortium ; HD), l'Institut für Theorie und Zukunft des Rechts de l'Université d'Innsbruck (UIBK), ainsi que la Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP).

"Les questions actuelles liées aux cyberopérations malveillantes montrent que ce sont précisément ces opérations qui deviennent de plus en plus problématiques pour notre société mondiale", souligne le professeur Sebastian Harnisch (Heidelberg). "Les cyberattaques sont devenues un instrument courant pour saboter, faire du chantage, nuire et espionner non seulement les États, mais aussi les individus. "Elles nous concernent et nous inquiètent tous", ajoute le Dr Annegret Bendiek (SWP), "mais comment appréhender le nombre croissant et la diversité des types d'attaques à l'échelle mondiale et comment y apporter une réponse adéquate au sein de l'Union européenne" ?

"Le projet comble cette lacune", explique le Dr Matthias Schulze (SWP) : "Le projet doit apporter de la transparence dans le paysage mondial des cyberconflits et recenser systématiquement les cyberincidents, notamment pour les rendre plus comparables sur les plans politique, technique et juridique. Ce n'est pas une tâche facile compte tenu de la difficulté d'attribuer les auteurs". Le projet doit également s'attaquer à la problématique de l'attribution : différentes attributions de responsabilité des États et de l'économie doivent être regroupées et analysées. "L'objectif est de disposer d'un outil

maniable, pratique et surtout scientifique pour classer facilement les cyberincidents, qui puisse être utilisé librement par le public pour des analyses rapides ou plus sophistiquées", explique Kerstin Zettl (Heidelberg), qui a travaillé sur l'ensemble de données de cyberconflits de Heidelberg sur lequel le projet s'appuie. "Matthias C. Kettemann (Innsbruck), l'analyse du cadre juridique du droit international est d'une grande importance : "Le projet se penchera sur des questions très actuelles, par exemple sur la question de savoir si les cyberattaques enregistrées contre des États peuvent être considérées comme des actes de guerre et, dans ce dernier cas, sur les possibilités dont dispose l'Union européenne pour y faire face. Mais l'accent mis sur les attaques d'espionnage contre les individus est également une valeur ajoutée du projet. Nous humanisons ici la recherche en cybersécurité. "

Le professeur Harnisch (Heidelberg) y voit un grand potentiel : "L'objectif est d'établir pour la première fois un tableau de la situation ouvert, scientifique et paneuropéen afin de renforcer la cyberdiplomatie de l'UE et la résilience de la société civile".

Le projet débute le 15 mars 2021 et recherche des collaborateurs\* sur différents sites.

EuRepoC est actuellement financé par l'unité de cyberpolitique étrangère du ministère allemand des Affaires étrangères et par le ministère danois des Affaires étrangères. D'autres partenaires de projet et institutions de financement européens devraient renforcer et élargir le projet dans les phases ultérieures.

L'EuRepoC est coordonné par l'Institut für Politische Wissenschaft de l'Université de Heidelberg (en tant qu'administrateur du consortium). L'Institut pour la théorie et l'avenir du droit de l'Université d'Innsbruck ainsi que la Fondation Science et Politique de Berlin sont les autres membres fondateurs.

### **Équipe de projet :**

*Université de Heidelberg, Institut de sciences politiques*

Dr. Sebastian Harnisch

Kerstin Zettl

*Université d'Innsbruck, Institut pour la théorie et l'avenir du droit*

Prof. Matthias C. Kettemann, LL.M. (Harvard)

*Stiftung Wissenschaft und Politik*

Dr. Annegret Bendiek

Dr. Matthias Schulze

### **Demandes de presse :**

Prof Dr Matthias C. Kettemann, LL.M. (Harvard)

Université d'Innsbruck

Institut pour la théorie et l'avenir du droit

matthias.kettemann@uibk.at.at

+49 176 817 50 920

@MCKettemann